



Arme ou enjeu : l'eau dans les villages du Haut-Minho (Portugal)

Fabienne Wateau

► To cite this version:

Fabienne Wateau. Arme ou enjeu : l'eau dans les villages du Haut-Minho (Portugal). Espace rural, 1996, 36, pp.131-147. halshs-00509652

HAL Id: halshs-00509652

<https://shs.hal.science/halshs-00509652>

Submitted on 13 Aug 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Janvier 1996 **36**

Michel DRAIN (sous la direction de)

LES CONFLITS POUR L'EAU EN EUROPE MÉDITERRANÉENNE



ARME OU ENJEU : L'EAU DANS LES VILLAGES DU HAUT-MINHO (PORTUGAL)

Fabienne WATTEAU *

Cette recherche, aux grands traits ci-dessous résumés, traite de plusieurs cas de conflits pour l'eau survenus dans une municipalité montagneuse du Minho, région située à l'extrême nord-ouest du Portugal et faisant frontière par le *Rio Minho* avec la Galice espagnole. Les conflits rapportés ici sont tous relatifs à l'eau d'irrigation¹ et concernent principalement — mais non exclusivement — les bénéficiaires de droits d'eau, appelés localement les *héritiers* (*herdeiros*).

La méthode utilisée pour mener à bien cette recherche a été celle de ma discipline de formation, l'ethnologie, qui repose sur l'observation minutieuse et répétée dans le temps d'une société, voire d'un groupe en particulier ; « la base méthodologique de l'ethnologie étant un raisonnement par induction, qui va du particulier vers le général »². C'est donc à la lorgnette, à l'échelle d'une municipalité, que les conflits présentés ont été analysés. Durant quatre étés (1990-1993), les irrigants ont été suivis dans leur pratique de l'irrigation. Les discussions échangées ont permis d'appréhender leur réalité sociale, tandis que les scènes de vie quotidienne dévoilaient les moyens de repérer les formes et modalités du conflit. Au travail de terrain proprement dit s'est ajouté un travail d'investigation sur archives : dans les villes de Porto (archives des journaux locaux, services de l'Hydraulique) ; et de Lisbonne (*Arquivo Nacional da Torre do Tombo*).

1. À PROPOS DES CONFLITS : PRÉCEPTES THÉORIQUES, RECHERCHES EMPIRIQUES

D'après l'ouvrage de Henri Mendras et Michel Forsé (1983), « *il n'existe pas de livre général sur les conflits qui présente un état de la question* ». Le pionnier, Georg Simmel, qui, en 1908, fait déjà du conflit une forme positive de socialisation, a inspiré Lewis Coser (1982) et Théodore Caplow (1971) : le premier se consacre à dresser l'inventaire des différentes fonctions du conflit social, tandis que le second propose une compréhension des conflits sociaux en termes de triades (tout conflit comprend un agresseur, un agressé et un public). Hubert Touzard (1977) a fait le point des travaux des psychologues tandis que Jean-Daniel

* Doctorante en Ethnologie, laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative, UMR du CNRS 116, Université Paris X-Nanterre.

1. Ce présent travail sur les conflits pour l'eau s'inscrit dans une problématique plus générale sur la conflictualité dans le Minho, qui s'inscrit elle-même dans une étude sur l'organisation sociale des bénéficiaires d'eau en période estivale d'irrigation, propos de ma thèse d'ethnologie en cours de rédaction finale, dirigée par Georges Augustins (C.N.R.S., Nanterre-Paris X).

2. CRESSWELL Robert, 1975, *Eléments d'Ethnologie* 1, Paris, A. Colin.

Reynaud et Gérard Adam (1977) ont proposé leur paradigme à partir de l'étude des conflits industriels. Julien Freund (1983) dresse également un inventaire très général des fonctions du conflit, quand à Edward De Bono (1988), c'est davantage à la façon de résoudre les conflits qu'il consacre son ouvrage.

Deux grands courants de pensée conçoivent et appréhendent de façon distincte le conflit : l'un, fonctionnaliste, considère la société comme une structure en équilibre où le conflit ne peut avoir qu'une origine exogène — parmi ses adeptes, Max Gluckman (1955), E. Evans Pritchard (1968), Floristan Fernandes (1970) — ; l'autre, à l'exemple de Max Weber ou Karl Marx, conçoit la société comme un ensemble dynamique de tensions et de conflits. La société, loin d'être un système en équilibre spontané, devient le jeu de forces contradictoires et intrinsèques, qui secrètent et organisent le changement.

Dans leurs travaux, les anthropologues ont souligné le caractère agonistique des sociétés méditerranéennes, montrant que le conflit est rituel et fortement ancré dans le système de fonctionnement des groupes. Geneviève Bedoucha, à propos de l'irrigation dans une oasis tunisienne (1987), explique que la population exhorte à l'altercation, que du prestige est accordé à celui qui sait braver l'adversaire. Raymond Jamous, dans le Rif Marocain (1981), montre comment l'usage de la violence structure le groupe parce qu'associé au sentiment de l'honneur. Clifford Geertz, au Maroc également, parle « *d'un vocabulaire pour la discussion* », de la nécessaire conflictualité dans la distribution de l'eau (1983). Quand à Pierre Bourdieu dans son article sur la Kabylie (1971), il montre que le conflit s'y articule autour d'une dialectique du défi et de la riposte et propose trois corollaires fort utiles à la compréhension « sociale » des conflits ou tensions. Au Portugal, João Fatela a réalisé une étude sur la criminalité et la violence au début de ce siècle (1989), et avance que la violence qui est « *une attitude culturelle au Portugal* », s'inscrit dans les codes de l'honneur et de la vengeance. John Campbell (1964) enfin, pour la Grèce, montre comment les bergers nomades utilisent la ruse et le mensonge — sur lesquels se greffent les conflits —, et contribuent ainsi à structurer leur société³.

C'est dans cette optique, suivant cette problématique : « *les sociétés méditerranéennes sont des sociétés agonistiques* », que le présent travail s'inscrit.

2. HYPOTHÈSE DE DÉPART ET MISSIONS SUR LE TERRAIN

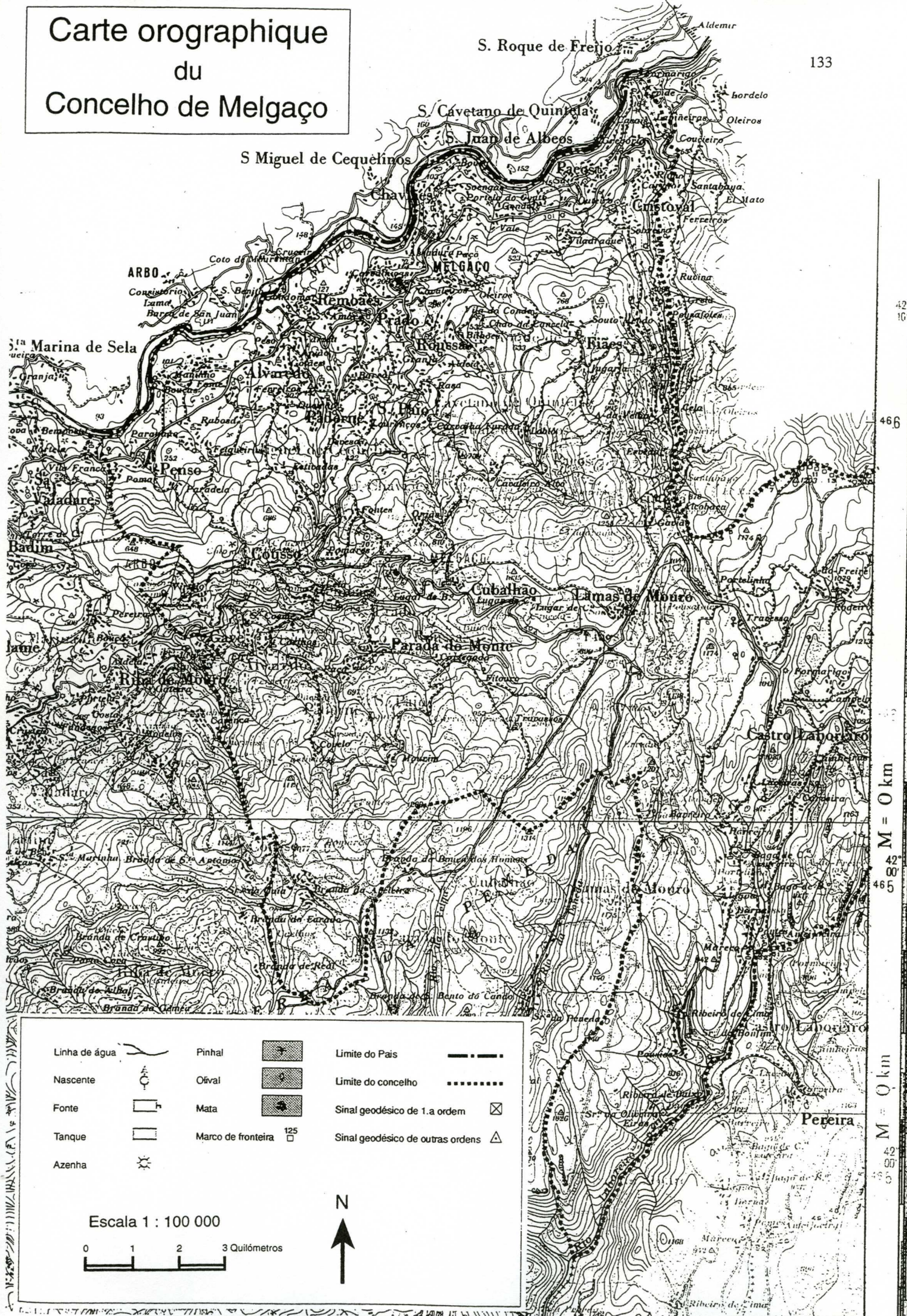
Initialement, c'est un climat de tensions, repéré en été dans plusieurs paroisses⁴ de la municipalité de Melgaço (Alto Minho, Portugal) — les gens ne cessaient de parler de vols d'eau, d'altercations... —, qui mena à la question des conflits pour l'eau dans cette région.

De premières questions se posaient alors : pourquoi le thème de l'eau monopolise-t-il les discussions estivales ? Pourquoi tant de conflits pour l'eau éclatent-ils régulièrement dans ces communautés villageoises ? Quelle importance et finalités sont localement accordées au conflit pour l'eau ?

3. Cette présentation ne prétend à aucune exhaustivité.

4. Ont été traduites par paroisses (*freguesia* en portugais), par simplification, ce que Michel Drain appelle plus justement des « paroisses civiles », c'est-à-dire les plus petites unités administratives et civiles du pays, et par municipalité (*concelho*), un ensemble de paroisses rattachées administrativement entre elles. La municipalité (*concelho*) de Melgaço comprend dix-huit paroisses civiles (*freguesias*). Pour davantage de renseignement sur le découpage administratif portugais, se reporter au Que sais-je, n° 2 860, *L'Economie du Portugal* (M. Drain, 1994).

133



La question de la rareté de l'eau en été, ou tout du moins de sa restriction, s'imposait comme un premier axe d'exploration. En effet, dans cette région, à une irrigation complètement libre en hiver, se conjugue une irrigation strictement régulée en été. L'hiver, l'eau abondante qui provient des montagnes et s'écoule dans des rigoles de terre ou cimentées est laissée à la libre utilisation du paysan : chacun peut en user, selon sa volonté. L'été en revanche, du 24 juin au 8 septembre précisément, l'eau n'appartient plus qu'aux seuls détenteurs de droits d'eau, les *héritiers*, qui se la partagent selon des règles strictes et précises.

A priori, on pouvait donc penser que l'utilisation estivale de l'eau d'irrigation, parce que relative à un bien devenu plus rare en été, et parce que régie par des règles strictes, complexes et non écrites de partage, était celle qui génère et réactive chaque année des conflits interfamiliaux et intervillageois. Cette hypothèse de départ aurait dû être confirmée par l'analyse de deux conflits pour l'eau, à des échelles différentes :

— à l'échelle de la municipalité, où deux paroisses, Alvaredo et Parada do Monte, continuent de s'affronter régulièrement depuis qu'une modernisation du système distributeur de l'eau (1960) a modifié leur rapport mutuel à l'irrigation ;

— à l'échelle d'une paroisse, à Chaviães, où un conflit pour l'eau a scindé en deux sa population et conduit par la suite un plus vaste public que celui des intéressés à prendre parti, à s'impliquer dans l'affaire⁵.

Pourtant, la recherche que j'ai menée sur le terrain⁶ a infirmé cette première hypothèse : ce n'est pas pour des questions de rareté ou de difficultés que les conflits éclatent. L'étude a révélé que le conflit trouve ses origines ailleurs.

2.1. Première mission

Le travail a débuté à Lisbonne, aux Archives Nationales *da Torre do Tombo*, et consistait à repérer et choisir dans les documents concernant le Monastère de Fiães — un des grands pôles autour duquel s'articule une bonne partie de l'histoire de Melgaço et où les moines cisterciens ont recensé dans leurs registres quelques cas de conflits liés à l'eau — certains exemples utiles à cette étude. Il s'agissait ici de recenser des conflits pour l'eau anciens, survenus au XVIII^e ou XIX^e siècle, d'en étudier la nature, et de les comparer à ceux, contemporains, rapportés par la presse, le dire des gens ou mes propres observations. Y a-t-il une certaine logique du conflit dans cette région ? Les conflits pour l'eau sont-ils récurrents, comparables dans leurs grands traits d'une époque à l'autre ?

Une riche sentence datant de 1863, rendue à la suite de vifs conflits opposant deux communes de coteaux d'une part (Chaviães et Roussas), à une de montagne d'autre part (Fiães), a ainsi pu être découverte. Cette sentence est fort précieuse car elle pose pour la première fois par écrit les règles de distribution de l'eau des trois paroisses. D'autre part, son histoire en devient d'autant plus intéressante qu'elle est brièvement utilisée par le responsable de l'association des eaux de Chaviães lorsque une mésentente vient à s'établir durant la période d'irrigation (observation faite en 1992).

5. Un troisième niveau, celui des conflits éclatant au sein des familles (intra et interfamiliaux) n'est pas présenté ici faute d'une analyse encore suffisamment étayée.

6. Deux missions ont été financées : la première mission par la *Junta Nacional de Investigação Científica e Tecnológica* (J.N.I.C.T) et l'Ambassade de France au Portugal qui, tenant compte de mon inscription dans une équipe de recherche traitant des conflits pour l'eau, ont accepté de m'accorder des frais de mission. La seconde, par l'intermédiaire des financements obtenus dans le cadre du contrat « Intelligence de l'Europe » de 1992 (responsable M. Drain). La première mission a eu lieu du 26 septembre 1993 au 14 juillet 1993 et s'est déroulée à Lisbonne tout d'abord, puis à Melgaço (Alto-Minho) sur le terrain même. La seconde, du 5 au 30 septembre 1993, s'est faite en deux temps : recherche en archives à Porto, et nouveau séjour sur le terrain à Melgaço.

A Melgaço même, dans un second temps, le travail de terrain eut pour finalité d'observer et de repérer durant le nettoyage des rigoles d'irrigation — moment propice à l'altercation entre les bénéficiaires de l'eau — les tensions ou conflits latents apparaissant dans une paroisse de la vallée, Remoães.

Dans un groupe pourtant hétérogène et peu enclin *a priori* à se souder, des alliances ponctuelles entre divers membres visaient à marquer, ce jour-là (11 juillet 1993), une distance envers certains autres. Ainsi, une des femmes présentes fut abusivement qualifiée de peu travailleuse par un petit groupe alors qu'aucun trait apparent ne semblait pouvoir conduire à cette conclusion.

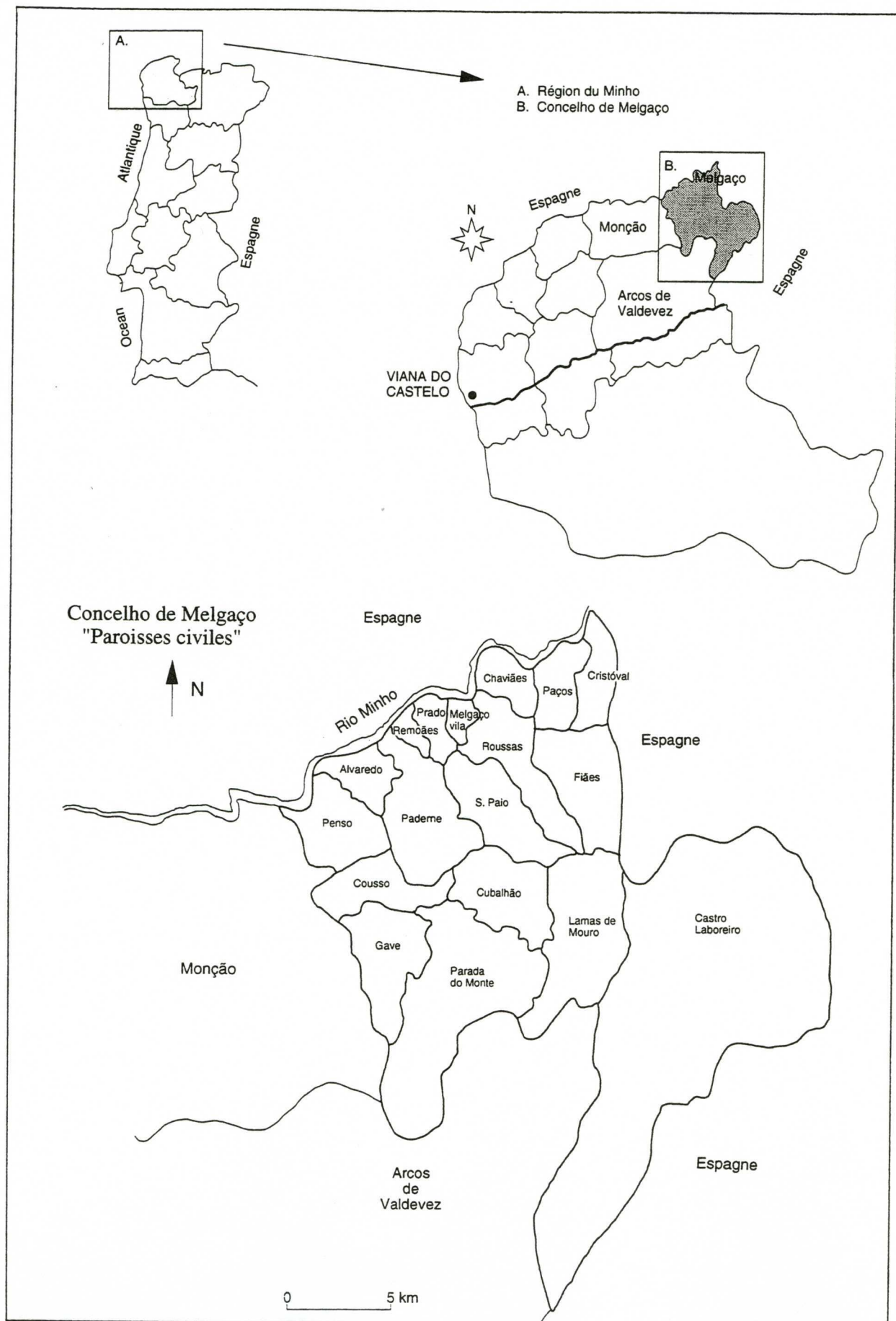
Il semble que ces mesures d'évitement (et/ou d'alliances ponctuelles) contribuent à marquer des distances sociales, à affirmer des appartenances et des origines. En revanche, face à des « ennemis » communs (« *ceux de la paroisse voisine qui bénéficient de trois nuits de notre eau* »), les alliances se faisaient plus larges, englobant cette fois tous les *héritiers* de Remoães, l'exclue du jour de nettoyage comprise. Mon constat est que le conflit se joue à plusieurs niveaux.

2.2. Seconde mission

Le travail a de nouveau débuté par une étude des archives, à Porto celle-ci, aux Services Régionaux de l'Hydraulique de la région. J'ai ainsi eu accès à tous les dossiers concernant la rigole d'irrigation cimentée (*a Levada da Candosa*) desservant l'été les communes de Chaviães et de Roussas. Ont également été recensés les transferts prédiaux opérés depuis la cimentation de la rigole et les conflits ayant nécessité l'intervention de la *Direcção de Hidráulica*. Ces derniers ont toujours eu lieu sur le territoire de Chaviães mais concernent aussi les communes voisines de Paçõ, Fiães et Roussas. Ils ont été analysés en vue de présenter la dynamique régissant ces altercations et comparés, dans leur mode de résolution, aux autres petits conflits pour l'eau observés à Chaviães en période d'irrigation. Pour compléter ces données, des informations recueillies en bibliothèque (*Biblioteca Pública Municipal do Porto*) ou dans les archives du principal journal régional (*Jornal das Notícias*) ont montré que les conflits se répétaient régulièrement. Elles ont permis d'avancer le caractère résurgent et héréditaire du conflit pour l'eau.

A Melgaço, ce sont des personnalités locales qui ont été rencontrées (le président de la *Junta* de Chaviães, le garde-rivière, le curé de Parada do Monte...) afin qu'eux-mêmes, qui avaient vécu ces conflits, me donnent leurs versions des faits des conflits de Chaviães en 1970 et de Parada do Monte en 1960. Leurs témoignages ont été confrontés aux données recueillies dans les archives. Pour eux, qu'il s'agisse de Chaviães ou de Parada do Monte, les conflits ont été sérieux **parce qu'ils portaient atteinte à l'équilibre social en place des paroisses** (équilibre intra-paroisse ou inter-paroisse). Dans le premier cas, c'est une innovation technique, la cimentation d'une rigole, qui a créé un déséquilibre entre deux paroisses, modifiant leur rapport respectif et jusqu'alors équivalent dans la gestion de l'eau (voir détails plus loin). Dans le second cas, la véritable origine de la mésentente ne résulterait pas du détournement d'eau privée vers des fontaines publiques (voir détails plus loin) mais davantage des intérêts politiques et financiers que certaines personnes pouvaient tirer de cette situation.

Figure 2
Localisation du concelho de Melgaço



A l'issue de cette enquête, il s'est donc avéré que les conflits pour l'eau ne pouvaient résulter du seul manque d'eau effectivement constaté en été — qu'il soit naturel (sécheresse) ou provoqué (vol d'eau) — ou de la grande complexité des règles de partage. D'autres facteurs, liés à la revendication identitaire des individus et des groupes ou encore à une quête de pouvoir local, ont été repérés. Ainsi, une nouvelle hypothèse a pu être posée : il s'agit maintenant de démontrer que les conflits pour l'eau, au-delà du simple conflit d'appropriation d'un bien rare, sont motivés par des questions d'identité, de prestige et de pouvoir et qu'en cela, ils participent à la construction de la structure sociale melgacense.

3. PRÉSENTATION ET PREMIÈRES ANALYSES DE CONFLITS ÉTUDIÉS

3.1. Parada do Monte et Alvaredo

Une histoire de rigole : s'opposer, c'est se définir

La paroisse (*freguesia*) de Parada do Monte se situe dans les parties montagneuses de la municipalité (*concelho*) de Melgaço, à une altitude moyenne de 600 mètres. Une partie des terres est destinée aux cultures labourées, une autre — sur des terrains généralement plus accidentés — à la culture du foin et à l'élevage. Alvaredo en revanche, qui borde la rive gauche du *Rio Minho*, se trouve dans la partie basse de la municipalité à une altitude moyenne de 100 mètres. Ses terres, concentrées dans une vaste et légère cuvette, étaient jusqu'en 1990, traditionnellement destinées à la polyculture locale, soit à la culture du maïs, du haricot et de la courge.

Le conflit qui oppose ces deux communes débute avec les années 1960 lorsque, à la suite d'une décision de *Junta de freguesia*, une des deux paroisses procède à la cimentation d'une rigole d'irrigation. C'est autour d'une innovation technique que s'articule donc ce premier conflit melgacense. Il m'a été rapporté par plusieurs personnes sur le terrain et confirmé par le *guarda-rios* (« Garde-rivières » littéralement) de l'époque qui suivit cette affaire de près. Aucun document écrit ne relate malheureusement ces faits. Ce conflit, par les entités qu'il oppose, sera ici qualifié d'inter-paroissial.

Les habitants de Parada do Monte et d'Alvaredo bénéficient de la même eau d'irrigation depuis, disent-ils, « des temps immémoriaux », c'est-à-dire que depuis plusieurs centaines d'années, l'eau des montagnes est dirigée et acheminée jusque dans la vallée. Cette eau provient du *Rio Mouro* qui prend naissance dans les montagnes de Lamas de Mouro, traverse les paroisses de Parada do Monte et de Gave et rejoint ensuite la municipalité limitrophe de Monção. A hauteur de Parada do Monte et de Cubalhão, paroisse voisine, les eaux du *Rio Mouro* sont dérivées vers la grande rigole de Pomares ou « *Rego do Monte* » au moyen d'une écluse de maçonnerie. L'eau atteint alors le répartiteur de débit de Pomares, appelé « *casa dos olhos* » (la maison des deux yeux) duquel deux branches partent et acheminent l'eau vers Monção (par la branche de Pomares-Valinha) et la vallée de Melgaço (par la branche de Pomares-Alvaredo).

Jusqu'en 1958, seule la dérivation menant au répartiteur était cimentée. C'est en 1960 qu'une décision politique de la *Junta* d'Alvaredo conduit — avec l'aide des services de l'Hydraulique de la région — à la cimentation de la branche de Pomares-Alvaredo. Pour sa part, la *Junta de freguesia* de Parada do Monte, déjà financièrement engagée dans un programme de restauration d'un pont et d'une route, n'a pas prévu la cimentation de sa rigole située en amont du répartiteur.

Le conflit est alors déclenché et débutent les premières attaques verbales : après mobilisation des services techniques, travaux, et mise en service de cette rigole cimentée, les gens d'Alvaredo sont accusés d'être des voleurs d'eau par ceux de Parada do Monte. On leur reproche d'attirer à eux toute l'eau qui vient des montagnes, on les accuse d'avoir volontairement porté préjudice à l'irrigation et à la population « *ôtant toute l'eau qui nous est nécessaire pour vivre* », on les accuse en fait d'avoir, par le biais d'une innovation technique, mieux et davantage acheminé l'eau vers la vallée. Or, s'il est certain que la cimentation facilite l'écoulement de l'eau, elle n'en augmente pas pour autant — *stricto sensu* — le débit, elle limite seulement la déperdition par infiltration. Globalement donc, on peut dire que la rigole cimentée permet de conduire dans la vallée une quantité d'eau supérieure à celle que conduisait la rigole de terre. Pour les irrigants de Parada do Monte dont les terres à irriguer sont situées en amont de cette rigole cimentée, ce changement opéré en aval est logiquement sans répercussion sur leur propre agriculture. En effet, pour les Paradenses, cette innovation technique ne conduit pas à une perte effective d'eau en terme de débit, — ou en d'autre terme, à un vol —, mais fait apparaître néanmoins une perte en terme de manque à gagner⁷.

Expression de cette différence : pendant plusieurs mois, la rigole d'Alvaredo sera régulièrement coupée sur les terres hautes de Melgaço, un conflit plus sérieux est alors amorcé.

Situation de déséquilibre ou processus dynamique ?

Les raisons de ce conflit ne résultent donc pas d'un vol d'eau, mais de la constatation d'une différence, d'un déséquilibre survenu entre deux paroisses jusqu'alors en relation d'équivalence quant à la gestion de leur eau d'irrigation. L'adoption d'une innovation technique — la cimentation d'une rigole — a soudain placé Alvaredo dans une position de leader par rapport à Parada do Monte, créant ainsi un décalage, permettant l'émergence d'un éventuel rapport de pouvoir entre les deux paroisses. *A priori*, la théorie fonctionnaliste pensant la société comme une structure en équilibre est ici tout à fait applicable : tout changement perturbe la structure et introduit un déséquilibre générateur de conflits (H. Mendras et M. Forsé, 1983, p. 9). Mais si la cimentation d'une rigole était la seule explication de ce conflit, alors beaucoup d'autres auraient dû éclater le long de la branche de Pomares-Alvaredo. Or, bien que cette rigole traverse trois autres paroisses (Cubalhão, Cousso et Paderne), seuls Parada do Monte et Alvaredo se sont opposés. Il y eut bien, en 1963, une lettre de contestation envoyée par des habitants de Cubalhão à la *Direcção dos Serviços Regionais de Hidráulica do Douro* pour protester contre la cimentation de la rigole qui conduit à la fermeture définitive de vannes en bois jusqu'alors destinées l'hiver à l'irrigation des prés, mais jamais les Cubalhenses ne se sont attaqués aux initiateurs de ce projet, aux Alvarenses eux-mêmes. D'autre part, si l'innovation technique était responsable de l'antagonisme, le seul fait de généraliser cette dernière aurait dû conduire à la résolution du conflit. Or, la *Junta* de Parada do Monte a procédé, en 1970, à la cimentation de sa propre rigole (dix ans après les premiers travaux effectués par Alvaredo) — ce qui, selon la logique de la thèse de l'équilibre des sociétés, — aurait dû conduire à la mise en place d'un nouvel état stable et à la fin du conflit. Pourtant depuis, les tensions perdurent entre les différents protagonistes et le conflit demeure.

7. D'un point de vue économique, le nettoyage, plus difficile de la rigole de terre située en amont, et qui bénéficie tant aux gens de la montagne qu'à ceux de la vallée, peut être considéré comme un effet externe, susceptible de réclamation et de dédommagement. Mais cet argument n'explique pas la véhémence repérée dans le conflit, n'explique pas plus pourquoi les gens de la montagne se sont tous immédiatement mobilisés dans la protestation.

Aussi, accepter la théorie de l'équilibre pour analyser les conflits ne procède pas d'une démarche satisfaisante. En revanche, si la société est pensée comme un ensemble dynamique de tensions sociales et de conflits et non plus comme une structure en équilibre, il devient alors possible de lire dans le conflit un prétexte à des relations plus régulières et plus motivées, nouées tout autant avec des amis qu'avec des ennemis. Les deux paroisses sont en effet de taille identique et comptent respectivement pour Alvaredo et Parada do Monte une population de 613 personnes composée de 272 hommes et de 341 femmes et une de 609 personnes dont 243 hommes et 366 femmes⁸. Il semble ici que l'on ait affaire à des conflits « essentiellement d'ordre expressif, sans autre objectif ni autre fonction que ranimer l'identité des groupes qui entrent en conflit » (H. Mendras et M. Forsé, 1983, p. 185).

A Melgaço, le conflit qui oppose Parada do Monte à Alvaredo m'apparaît comme étant d'ordre identitaire. Ce sont en fait les « gens de la montagne », *os de cima* (ceux d'en haut), qui s'opposent aux « gens de la vallée », *os de baixo* (ceux d'en bas). Les deux groupes en conflit se trouvent être — respectivement et suivant l'axe de cette rigole — résidents des paroisses situées le plus en amont et le plus en aval. Les premiers se revendiquent toujours comme des « authentiques », ceux à qui l'eau revient de droit puisque provenant de « leurs » montagnes, les seconds ne disent rien mais sont les initiateurs de l'innovation. D'un point de vue historique, l'occupation des terres dans l'Alto Minho s'est faite des montagnes vers la vallée : « avec l'instauration de la "pax romana", les sites de montagnes... furent abandonnés et les gens s'installèrent sur les terres basses,... donnant origine à une agriculture qualifiée, régulière et plus évoluée » (Veiga de Oliveira, 1983, p. 19). La revendication d'une certaine authenticité de la part des habitants de Parada do Monte n'est sûrement pas fortuite, et le fait qu'on les appelle souvent « *os selvagens* » (les « sauvages ») dans la vallée est frappant sur le terrain. Le conflit s'est greffé sur l'opposition déjà existante entre la montagne et la vallée, comme si la première abritait les « légitimes » et la seconde les « usurpateurs ».

Le conflit qui agite ces deux paroisses apparaît bien lié à la représentation que l'on se fait de l'Autre et de soi-même : revendication constante et menace non moins permanente touchant au prestige, régulé par les droits sur l'eau et gagée sur un passé plus ou moins mythique. On peut alors supposer que la cimentation d'une rigole n'a été que le prétexte à la résurgence d'un conflit plus ancien.

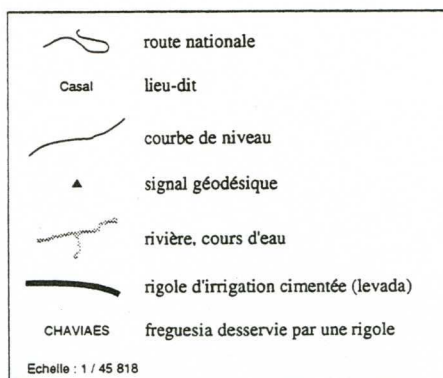
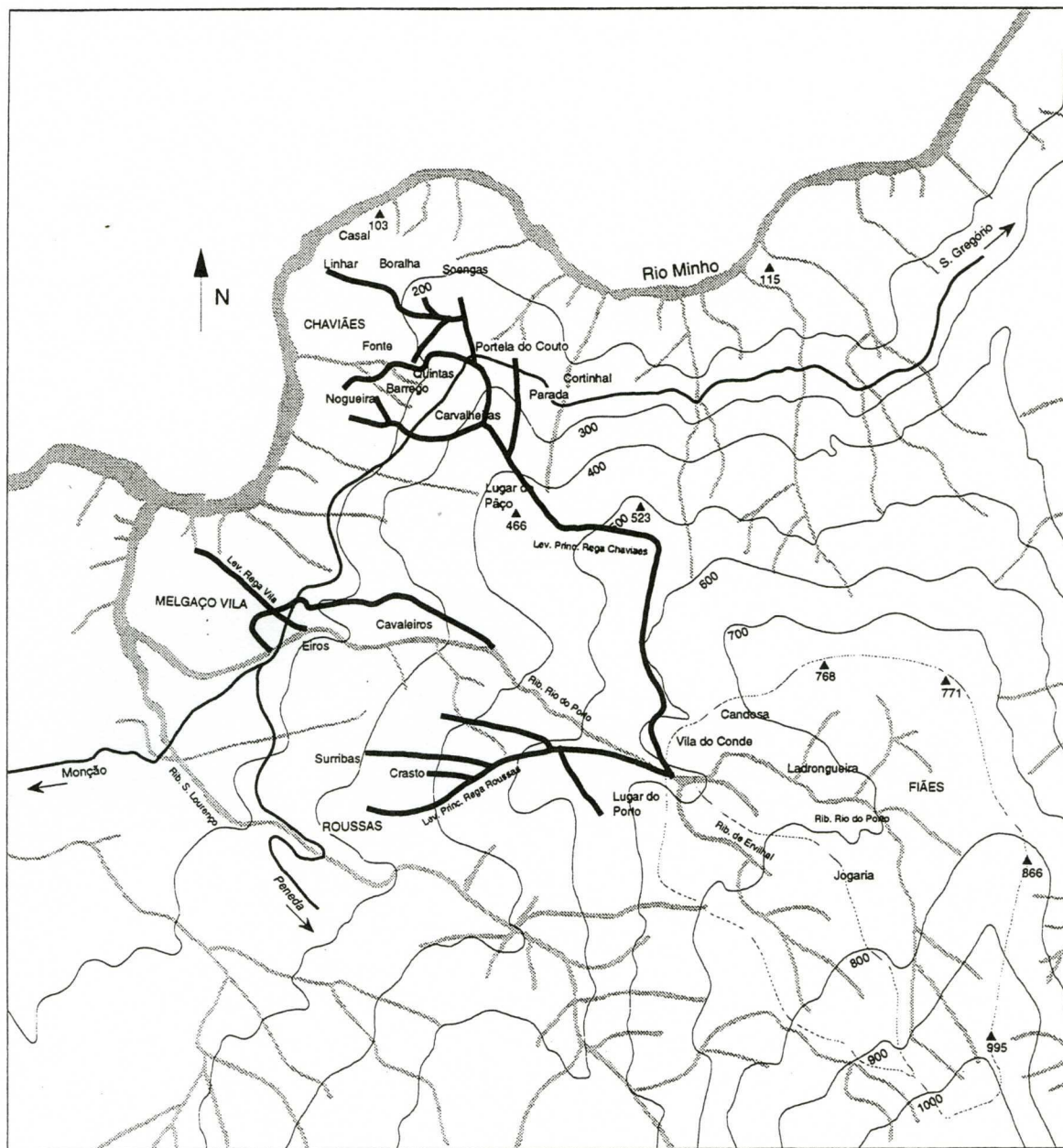
Sur un territoire où l'habitat est dispersé comme à Melgaço, le conflit peut être un moyen d'entretenir des liens et de rapprocher des individus, qui, parce qu'ils se disputent, partagent aussi et logiquement les mêmes centres d'intérêt. Le conflit est appréhendé ici comme un facteur de cohésion sociale, comme une forme positive de socialisation (G. Simmel, 1992, p. 11).

Il est l'élément qui permet à la fois de renforcer l'esprit de corps au sein même d'un village en ravivant le sentiment d'appartenance et en réaffirmant une identité de groupe (montagnarde ou de vallée).

Les tensions qui résultèrent de cette situation conflictuelle furent longues à dissiper car le conflit fut de taille. Mais bien que la *Guarda Nacional Republicana* (G.N.R) ait dû intervenir plusieurs fois sur le site, aucune plainte ne fut conduite jusqu'au tribunal. Cette affaire très sérieuse n'avait pas pour finalité de punir ou de condamner des gens, elle contribuait principalement à redéfinir les limites de tolérance d'un groupe, les spécificités identitaires de celui-ci.

8. Recensement de la population présente, *concelho* de Melgaço, 1991. Les paroisses de Cubalhão, Couso et Paderne comptent respectivement 250, 363 et 1 307 habitants. Constatons ici que le conflit ne s'est déclaré qu'entre adversaires de « poids » identique.

Figure 3
Carte des rigoles d'irrigation cimentées et dérivées
du cours d'eau Rio do Porto



Aujourd'hui, les discours des uns sur les autres sont toujours teintés de ressentiment mais les haines se sont muées en tolérance, les conflits en patience. Certainement parce que le conflit, comme le disait Simmel, demeure latent dans la paix et la paix latente dans le conflit (G. Simmel, 1992, p. 13).

3.2. Les eaux de Chaviães

Pas de place pour les opportunistes : la différence, c'est un pouvoir

Epousant l'une des courbes de la rivière faisant frontière avec l'Espagne galicienne, la paroisse de Chaviães s'étend des terres humides et cultivées des berges du *Rio Minho* à une altitude moyenne de 50 mètres, aux pinèdes et terres de friches situées entre 250 et 300 mètres d'altitude. Vu d'Espagne, Chaviães est un village de piémont, escarpé, aux terres et jardins séparés par des maisons éparses flanquées contre la montagne, et, pour la plupart d'entre elles, orientées vers la rivière.

Le conflit qui surgit dans cette commune date de 1970. Il oppose la majorité des *héritiers de l'Association des propriétaires de la Rigole de la Candosa* à deux personnalités locales. Voulant faire de Chaviães une paroisse moderne aux maisons équipées d'eau courante à domicile, un riche propriétaire — émigré au Brésil et rentré depuis sur la commune —, aidé du jeune curé de la paroisse, utilisent abusivement l'eau privée de la *Candosa* à des fins sociales et politiques. Conduite jusqu'au tribunal, cette affaire fournit un intéressant corpus de documents écrits et officiels. Ayant, d'autre part, « fait du bruit », de nombreux journaux ont relaté, plus ou moins fidèlement, la façon dont se sont déroulés les faits. Des Chaviãenses, eux-mêmes témoins ou acteurs du conflit, m'ont aussi raconté leur version de « *l'affaire des eaux de Chaviães* », comme celui-ci fut localement et nationalement appelé. Discours officiel, discours journalistique, discours local, les différentes versions de cette discorde seront appréhendées pour tenter de dégager la dynamique et les particularités du conflit, qualifié ici d'intra-communal. C'est autour d'une histoire de pouvoir que s'articule ce second conflit melgacense.

La *Levada da Candosa*, rigole d'irrigation cimentée desservant en eau les parcelles des seuls membres cotisants de l'*Association de propriétaires de la Rigole de la Candosa*, est approvisionnée par les eaux du *Ribeiro do Porto* naissant sur la commune de Fiães, et par cinq sources situées sur les friches de la commune, dont les eaux sont canalisées vers la rigole en question. C'est de l'utilisation de ces sources que vont naître les discordes dans la commune. L'histoire officielle de ce conflit est la suivante. En 1966, à l'initiative d'un habitant de la paroisse de Chaviães, Armindo⁹, le ministère des Œuvres publiques (*o Ministério das Obras Públicas*) finance des travaux destinés à exploiter des sources, jusqu'alors inutilisées, afin d'approvisionner plusieurs fontaines publiques sur la commune. L'inauguration de ces fontaines a lieu en août 1966. Face à l'accueil positif et général que reçoivent ces améliorations d'ordre social, Armindo suggère au président de l'*Association* d'utiliser cette fois les sources privées des *héritiers* — celles de *Assinada* et de *Cótaro* — pour alimenter cinq nouvelles fontaines publiques. Le président donne son accord et se rend, en compagnie d'Armindo et du curé de la paroisse, à la *Direction de l'Hydraulique* à Porto dont dépendent ces sources, pour obtenir son aval.

L'abondance en eau de ces sources étant reconnue, une autorisation tacite des services de l'Hydraulique est accordée. L'idée retenue est celle d'un grand réservoir où l'eau des

9. Les noms des différents protagonistes, par discrétion, ont volontairement été modifiés.

sources convergerait et duquel partiraient des tubes de plastique alimentant les différentes fontaines. Un « *ladrão* », ou récupérateur, restituerait alors à la rigole des *héritiers* l'eau tombée et non utilisée par les habitants afin de minimiser tout gaspillage. En 1967, cette seconde phase de travaux est achevée. Mais dès 1968, des *héritiers* commencent à se plaindre d'un manque d'eau significatif constaté pour l'irrigation des champs. Premières remarques, premières tensions, les *héritiers* remarquent que des fontaines publiques ne cessent d'être construites et que certaines personnes jouissent même d'un approvisionnement à domicile en eau.

Une première pétition des *héritiers* adressée aux services de l'Hydraulique demande d'une part, la déconnection des cinq fontaines privées en question et d'autre part, que les autorités réagissent quant à l'approvisionnement illégal à domicile d'eau de la *Candosa*. Une assemblée générale de l'association est ensuite organisée le 20 janvier 1970 pour régler ces problèmes mais aucune décision commune n'en résulte. Le conflit éclate alors le 22 janvier 1970 et voici comment le curé va, par sa lettre de dénonciation des faits du 29 janvier 1970 adressée à l'ingénieur directeur des *Serviços Fluviais* de Lisbonne, présenter les faits : « *Le président de l'association, accompagné d'un groupe d'individus, le 22 de ce mois (22 janvier 1970), s'est rendu aux sources qui approvisionnent le réservoir à la capacité de 80 000 litres, construit pour alimenter les fontaines publiques et assurer la distribution à domicile de l'eau, et en fonctionnement déjà depuis près de trois ans, et de là a retiré près de 100 mètres de tube plastique qui reliait les sources au réservoir, privant ainsi d'eau quatorze fontaines publiques ainsi que les bouches d'incendie de l'école primaire de la paroisse.* »

La réaction de la majorité des *héritiers*, face à l'usage excessif de l'eau de la *Candosa*, — le curé ne cache pas l'existence de quatorze fontaines (contre cinq initiales), de distribution à domicile et de bouches d'incendie — sera d'ôter les tubes de plastique qui relient les sources de la *Candosa* au réservoir de distribution. Cette lettre est la première d'une abondante correspondance des accusés (le président de l'association et quelques *héritiers*) et des plaignants (le curé et Armindo) avec les différents services administratifs. Le 30 janvier 1970, les *héritiers* envoient un télégramme au ministre des *Œuvres publiques* accusant le curé et Armindo d'avoir fait construire des fontaines « *avec pour objectif de servir des intérêts privés* ». Le curé, fort de sa bonne foi, conduit alors l'affaire jusqu'au tribunal et fait sa déposition officielle le 16 février 1970. La délibération du tribunal est rendue publique le 28 février 1970, et les *héritiers*, malgré leurs actes, sont reconnus non coupables car un droit de défense de biens privés leur est reconnu. Toute l'histoire aurait donc pu en finir là.

Pourtant les journaux, toujours à l'affût de nouvelles, ouvrent davantage encore le débat et, par leurs prises de positions, enveniment la situation. Presque toute la presse locale quotidienne s'en mêle et comme le souligne le chef de section envoyé sur place par les services de l'Hydraulique pour rendre objectivement compte des faits, « *la presse locale utilise ce cas pour en faire un champ de bataille et atteindre d'autre fins* ». A l'époque existaient à Melgaço, deux quotidiens de tendance opposée : *A Voz de Melgaço* et *Notícias de Melgaço*. Usant de leur pouvoir de diffusion, tous deux s'affrontent alors par articles interposés et la municipalité toute entière, tenue en haleine, assiste « en direct » à ce conflit d'intérêt. *A Voz de Melgaço*, défenseur des *héritiers*, s'efforce à s'en tenir aux faits tandis que *Notícias de Melgaço*, journal des opposants de la mairie, exacerbe les relations, installe un climat de tension général. De leur côté, les journaux régionaux et nationaux, sans pourtant bien connaître les faits ou volontairement induits en erreur par leurs informateurs, contribuent à noircir davantage encore le tableau et titrent : « *Vandalisme dans l'Alto Minho* » (*Novidades*, 15 février 1970), « *Vandales en liberté du côté de Melgaço* »

(*Comércio do Porto*, 3 février 1970), « *Actes sauvages dans une paroisse de la municipalité de Melgaço* » (*Diário de Lisboa*, 7 février 1970) ou encore « *Le vandalisme des eaux des fontaines publiques de Chaviães-Melgaço* » (*República*, 23 mars 1970). Les héritiers ne sont plus que d'« *authentiques vandales* », ou des « *sauvages auteurs d'exploit ignoble* », les autorités elles-mêmes sont celles « *qui se laissent avilir, laissant sans enquête et sans punition des actes de pur vandalisme.* »

Cette dynamique journalistique souligne le second temps du conflit. A l'origine pour l'eau et intra-communal, le conflit déborde du vase et change de dimension. Très vite, il conduit les Melgacenses qui commentent les faits, à se diviser en deux camps opposés. Ces faits, devenus des enjeux du politique et du prestige, insufflent une nouvelle énergie agonistique, dévastatrice et générale. Le chef de section rapporte : « *l'actuel climat à Chaviães, dans la vila de Melgaço et aux alentours, est en train de trop chauffer...(car) tout à la fois, "O regadio de Chaviães" génère des intérêts, du prestige et des querelles personnelles et politiques.* » La mairie, responsable de la stabilité et de la bonne entente de ses paroisses, se trouve impliquée et ses élus constamment sollicités pour qu'une solution durable soit trouvée. Aussi, officiellement clos le 28 février 1970, le conflit est-il désormais du ressort de la mairie qui se voit obligée — face à une situation qui malgré le procès dégénère — de proposer une solution à l'amiable. La première proposition, émise le 27 avril 1970, consiste à faire débrancher les tubes acheminant l'eau jusqu'aux domiciles et à laisser ceux alimentant les quinze fontaines publiques. Mais cette proposition est rejetée par les héritiers, qui, en ôtant cette fois tout le tube conducteur des eaux des sources de *Assinada*, le 21 mai 1970, rappellent que c'est bien de leur eau qu'on continue d'user.

Un compromis, accepté, celui-ci, par les héritiers, est alors proposé le 25 mai 1970 et formulé de la façon suivante : en qualité de copropriétaires de l'eau des quatre sources de *Assinada* et *Cótaro*, les héritiers s'engagent à fournir de l'eau pour le réapprovisionnement de huit fontaines et de deux lavabos de l'école — engagement confirmé par une écriture de donation — en contrepartie duquel la mairie assure la distribution des autres fontaines et l'installation de robinets-pistons afin que tout gaspillage soit évité et que les eaux restantes continuent de courir vers la *Levada da Candosa*. Concernant tout d'abord la paroisse de Chaviães, puis, dans un second temps, la municipalité de Melgaço toute entière, ce conflit pour l'eau atteint, dans un troisième temps, divers services administratifs nationaux et même quelques grandes personnalités comme en témoigne l'abondant courrier archivé aux services de l'Hydraulique à Porto. La dynamique du conflit est ici notoire ; elle indique déjà que les enjeux vont bien au-delà d'une simple histoire d'eau.

L'état de conflit général est l'état qui conduit à des prises de position et c'est à cette occasion que sont dévoilées les véritables motivations des discordes. Histoires de pouvoir et de prestige, tel pourrait être le résumé de cette affaire. Mettant toujours en avant — dans leurs discours comme dans leurs correspondances — les actions à fins sociales réalisées sur la commune (électrification, alimentation en eau de fontaines publiques), les deux réformateurs — le curé et Armindo — escomptaient bien retirer de ces faits reconnaissance et prestige. Devenus, en quelque sorte, les bienfaiteurs de la paroisse, leur poids tant moral qu'électoral — oserais-je dire — devenait un atout à l'échelle de la paroisse comme à celle de la municipalité toute entière. De plus, par delà cet aspect politique, l'usage de l'eau de la *Candosa* ou plus précisément l'approvisionnement à domicile, représentait une source de gains non négligeable pour ces bienfaiteurs. Le *Mont de Santa Bárbara*, sous l'administration de l'Église, fut en effet vendu en lopins afin d'aider à réaliser d'autres œuvres paroissiales mais aussi et surtout en vue de doter ces terrains d'eau provenant de la *Candosa* et de procéder à l'urbanisation du site. C'est de cet aspect que naquit, de façon fondamentale,

l'opposition de la grande majorité des *héritiers*. Là se trouve le fond du problème car pour les Chaviãenses que j'ai rencontrés, « *l'affaire des eaux de Chaviães* » se résume à ces traits.

Remarquons que si une nouvelle fois le vol d'eau (ou ici l'usage abusif d'un droit tacite accordé) est — comme à Parada do Monte — l'argument officiel présenté comme raison du conflit, ce qui mobilisa pourtant les *héritiers* n'est pas tant le vol lui-même que la crainte de l'opportunité flagrante que ces deux personnes pouvaient tirer de la situation.

Preuve en est de la présence, lors de la seconde coupure des tubes, de non-*héritiers* — *a priori* non concernés par cette affaire —, qui se déplacèrent afin de montrer leur mécontentement et soutenir leurs semblables, soit, en d'autres termes, afin de souligner leur sentiment d'appartenance à la majorité contestataire des Chaviãenses. Ainsi, si officiellement, le conflit résulte d'un abus dans l'usage tacite d'une eau privée, officieusement — et l'on recoupé ici le discours local — le conflit devait surtout servir à « distinguer » à ce qu'on « reconnaisse » certaines personnes du commun de la paroisse.

4. UNE EXPLICATION DU CONFLIT MELGACENSE

Les conflits déclarés à Melgaço sont des conflits sociaux ; ils opposent entre eux des individus, des groupes d'individus ou encore des paroisses. Le conflit social, on l'a montré dans le premier exemple, ne peut seulement résulter d'un, ou se résumer à, un changement d'ordre technologique, critère qui s'avère insuffisant. En revanche, le conflit doit être compris dans sa relation avec le pouvoir local et l'identité des groupes en présence. Dans chacun des exemples, en effet, cette combinaison — de façon plus ou moins explicite — a été représentée. Le couple identité/pouvoir est un couple fort, car un groupe sans identité est aussi un groupe sans pouvoir. Ainsi, logiquement, la revendication d'une identité peut-elle être un moyen de pouvoir. Elle en est, ici pour le moins, une des meilleures armes. Quand le conflit a un enjeu politique — comme à Chaviães —, bien géré, il peut être une façon d'accélérer des processus de modernisation, de changement, et d'acquérir ou de retirer un certain pouvoir individuel ou collectif. Plus souvent encore, les conflits melgacenses permettent l'expression de revendications d'ordre identitaire, nécessaires tant pour l'individu que pour le groupe.

Dans l'immédiat, le conflit permet à l'individu de s'affirmer, de s'impliquer, d'exprimer sa pensée et de rendre explicite cette reconnaissance, cette appartenance identitaire ; il permet au groupe de se redéfinir, de se redélimiter, d'être manifeste le temps d'un été, et de sortir de cette saison d'irrigation, renforcé, prêt à affronter la dissolution hivernale et inévitable des liens sociaux.

A terme, le conflit est structurant car c'est par lui et grâce à lui que se font les échanges : échanges de mots, échanges d'idées, échanges de désaccords... Il est un des éléments structurant le groupe, le lien qui permet l'expression des valeurs sociales et idéologiques.

CONCLUSIONS

Si dans un premier temps, il pouvait sembler évident que les gens de Melgaço se battent *pour* l'eau — bien précieux et rare en été —, il s'avère en fait que l'eau n'est jamais à Melgaço une finalité en soi, mais le meilleur moyen trouvé pour s'affronter, le détonateur de choix dans les conflits. Car se battre pour l'eau, c'est tout à la fois se distinguer et se reconnaître, c'est pouvoir poser les limites de tolérance et d'acceptation de l'autre, c'est, en d'autres termes, une façon de parler... et de se rappeler qui on est dans son rapport à l'autre.

Le conflit permet par les formes qu'il adopte, la reconnaissance de soi et des autres. Il est tout à la fois, marqueur d'identité car il aide à la distinction et la séparation de chacun des individus ; et échange car il est partagé avec autrui, objet commun et source de discussions. Le conflit peut ici être considéré comme une modalité de l'échange.

Le conflit melgacense n'est donc pas destructeur ; il contribue, au contraire, à la construction de la société, apparaît comme l'un de ses éléments structurants.

Dans les exemples précédemment exposés, il y eut, à chaque fois, remise en cause d'un équilibre de fonctionnement et de pouvoir. A Parada do Monte, la cimentation d'une rigole a provoqué un décalage entre deux paroisses, jusqu'alors en relation d'équivalence quant à la gestion de leur eau d'irrigation ; à Chaviães, l'importance qu'escomptaient obtenir par leurs actions sociales les deux individus en question a été perçue comme une menace pour l'homogénéité et l'équilibre de la population, et les disparités pouvant favoriser l'émergence d'un nouveau pouvoir, et donc craintes pour la paroisse.

Dans ces situations de déséquilibre, ont toujours été mis en cause ou impliqués des acteurs perçus par une partie de la population comme des usurpateurs. Pour les gens de la montagne, il s'agissait des gens de la vallée ; pour les *héritiers* de Chaviães, de ceux qui bénéficiaient de l'eau à domicile. Ces « usurpateurs », distingués par certains groupes de la population, sont précisément ceux qui contribuent à réactiver un processus identitaire chez les « anciens », c'est-à-dire chez tous ceux qui se revendiquent comme des originaires du lieu, des authentiques, ou en d'autres termes, comme des « vrais » : les habitants de Parada do Monte, aux sites d'occupation plus anciens que ceux de la vallée ; les *héritiers* de Chaviães, aux droits d'eau se transmettant de génération en génération.

Ce processus identitaire constitue en lui-même une des armes du combat. C'est en effet grâce à lui qu'une revendication sérieuse et crédible est possible, et que les conflits trouvent une explication, finissent par aboutir à une certaine forme de résolution. La revendication identitaire apparaît donc comme le pourquoi et le comment même du conflit. Alimenté du bois sec de la contestation (à Parada do Monte, Chaviães et Remoães, les commentaires lors d'un conflit sont abondants, et reposent principalement sur les controverses quasi systématiques des différents acteurs), le conflit se nourrit aussi de ses expressions et manifestations différentes, des discordes déjà résolues. Car cette réaffirmation identitaire, annuelle, — dans toutes les paroisses où elle a été exprimée — est bien celle qui, tout à la fois, oppose et témoigne de l'obligation de vivre ensemble.

Au terme de cette étude, quelques axiomes explicitant les mécanismes des conflits melgacenses peuvent être dégagés ; en effet pour faire un conflit à Melgaço, il faut qu'il y ait :

- 1) Une remise en question d'un équilibre de fonctionnement et de pouvoir,
- 2) mettant en jeu des acteurs perçus comme des usurpateurs,
- 3) réactivant un processus identitaire chez les anciens (originaires, authentiques...).
- 4) Ce processus constituant également une des armes du combat,
- 5) et conduisant à une réaffirmation identitaire, qui oppose et témoigne tout à la fois, de l'obligation de vivre ensemble.

On comprend pourquoi ici ce type de conflit est forcément héréditaire, répété de génération en génération, car il aide au marquage et au rappel des normes sociales. Il apparaît comme nécessaire, comme une des expressions sociales de la région.

Ici, ce sont les mécanismes du conflit melgacense qui ont été démontés, ainsi que son rôle social explicité. Pour autant, rien n'a vraiment encore été dit sur l'origine causale des conflits, sur ce qui motive profondément les gens à s'affronter. La présente analyse a permis de repérer l'existence d'un jeu de pouvoir et de prestige ; mon hypothèse, à l'état actuel de cette recherche, est que le conflit se joue pour des valeurs éthiques et de représentation, pour des questions d'honneur particulièrement chères aux sociétés agonistiques de la Méditerranée.

Bibliographie

1. Bibliographie indicative et théorique sur la notion de conflit (sociologie générale)

- ADAM G. ET REYNAUD J.-D., 1977, *Conflits du travail et changement social*. Paris, P.U.F.
 CAPLOW Théodore, 1971, *Deux contre un, les coalitions dans les triades*. Paris, A. Colin.
 COSER Lewis, 1982, *Les fonctions du conflit rural*. Paris, P.U.F.
 DE BONO Edward, 1988, *Conflits. Vers la médiation constructive*. Paris, InterEditions. (Traduit de l'anglais : *Conflicts. A Better Way to Resolve Them*).
 FREUND Julien, 1983, *La sociologie du conflit*. Paris, P.U.F.
 LEACH Edmund, 1980, *La nature de la guerre, L'unité de l'homme et autres essais*. Paris, éd. Gallimard.
 MENDRAS Henri, FORSÉ Michel, 1983, *Le changement social*. Paris, A. Colin, Collection « U ».
 SHERIF Muzafer, 1966, *Group Conflict and Cooperation*. Londres, Routledge and Kegan.
 SIMMEL Georg, 1908, *Die Kreuzung sozialer Kreise*, in *Unterscheidungen über die Formen des Vergesellschaftung*. Leipzig. (Traduction française : *Le conflit*, Saulxures, Circé, 1992).
 TOUZARD Hubert, 1977, *La médiation et la résolution des conflits*. Paris, P.U.F.

2. Bibliographie sommaire des recherches empiriques sur les conflits (anthropologie)

- BEDOUCHA Genevière, 1987, *L'eau, l'amie du puissant. Une communauté oasienne du Sud tunisien*. Paris, éd. des Archives contemporaines.
 BOURDIEU Pierre, 1972, *Le sens de l'honneur, Esquisse d'une théorie générale de la pratique*, Genève, Librairie Droz, pp. 15-43.
 CAMPBELL J.K., 1964, *Honour, Family and Patronage. A Study of Institutions and Moral Values in a Greek Mountain Community*. Oxford, Clarendon Press.
 EVANS-PRITCHARD Edward E., 1968, *Les Nuers*. Paris, Gallimard.
 FATELA João, 1985, *O Sangue e a rua. Elementos para uma antropologia da violência em Portugal*. Lisboa, Prelo 7, pp. 67-98.
 FATELA João, 1989, *O sangue e a rua. Elementos para uma antropologia da violência em Portugal*. Lisboa, Dom Quixote, Col. Portugal de Perto.
 FERNANDES Florestan, 1970, *A função social da guerra na sociedade Tupinambá*. Biblioteca Pioneira de Ciências Sociais, Ed. da Universidade de S. Paulo, São Paulo.
 GEERTZ Clifford, 1972, *The Wet and the Dry : Traditional Irrigation in Bali and Morocco*, *Human Ecology*, 1, 1:23-29, version française, éd. Gallimard (1983).
 GLUKMAN Max, 1955, *Custom and Conflict in Africa*. Oxford, Blackwell.
 JAMOUS Raymond, 1981, *Honneur et baraka. Les structures sociales traditionnelles dans le Rif*. Paris, éd. de la Maison des Sciences de l'Homme.

3. Quelques références sur le Portugal (irrigation)

- BRAGA Alberto Viera, 1946. Curiosidades de Guimarães. *Revista de Guimarães*, LXII, pp. 60-83.
- BRAGANÇA Manuel, 1947, Como se divide uma água. *D.L.*, segunda série, VII, Porto, pp. 11-12.
- DIAS Jorge, GALHANO Fernando, 1986, *Aparelhos de elevar a água de rega*. Publ. Dom Quixote, Lisboa.
- DRAIN Michel, 1994, *L'économie du Portugal*. Collection Que Sais-je ?, n° 2860.
- FIGUEIRA Joaquim Fernandes, 1938, Os marcadores das águas de rega em São Nicolau de Basto. *T.A.E.* VIII, n° 3-4, Porto, pp. 394-396.
- NEVES Quintas L., 1965, A partilha das águas de rega, no direito consuetudinário e nas tradições rurais do norte de Portugal. *Actas do Congresso Internacional de etnografia* III, pp. 361-371.
- O'NEILL Brian Juan, 1984, *Proprietários, lavradores e jornaleiras*. Lisboa, Publicações Dom Quixote.
- PRISTA Pedro, 1989, Aguas tiradas, e águas de rojo. Autonomia e cooperação nas hortas do Alto Barrocal Algarvio. *Estudos em homenagem a Ernesto Veiga de Oliveira*, I.N.I.C., Lisboa, pp. 629-638.
- RAMOS Mário, 1948, Divisão de águas no concelho de Oliveira de Azemeis. *Arquivo do Distrito de Aveiro*, XIV, pp. 93-98.
- RIBEIRO Orlando, 1987, *Portugal. O Mediterrâneo e o Atlântico. Esboço de relações geográficas*, Livraria Sá da Costa Editora, 5e edição, Lisboa.
- SIMÕES Junior Manuel Rodrigues, 1959, Aguas de rega em Arouca. *Actas do Colóquio de Estudos Etnográficos* II, Porto, pp. 1-3.
- TAVARES José, 1957, Costumes regionais. Divisão de águas de rega na freguesia do Pinheiro da Bemposta (Oliveira de Azeméis). *Arquivo do Distrito de Aveiro*, XXIII, pp. 211-219.
- VEIGA DE OLIVEIRA Ernesto, GALHANO Fernando, PEREIRA Benjamin, 1983, *Alfaia agrícola portuguesa*. Instituto Nacional de Investigação Científica, 2e ed. Lisboa.